

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

---

*Prières*

---

### AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

#### COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROJET DE LOI C-46—PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ  
LÉGISLATIF

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le rapport du comité législatif sur le projet de loi C-46, tendant à modifier la Loi sur la Monnaie royale canadienne et la Loi sur la monnaie.

[Français]

PROJET DE LOI S-10—PRÉSENTATION DU RAPPORT DU COMITÉ  
LÉGISLATIF

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter dans les deux langues officielles le rapport du Comité législatif sur le projet de loi S-10, Loi reconstituant la société Yellowknife Electric Ltd. et prévoyant sa prorogation sous le régime de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet des rapports précités.]

\* \* \*

[Traduction]

#### PÉTITIONS

LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE FERMI II—LE PROCESSUS D'EXAMEN

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, j'ai une autre pétition à présenter qui fait partie de la série ininterrompue de pétitions que je présente à la Chambre concernant le très grave danger que le réacteur nucléaire Fermi II de Munroe, au Michigan, fait courir à notre pays. Ce réacteur est situé à 10 kilomètres seulement des limites de ma circonscription.

Dans cette pétition, 250 habitants d'Amherstberg et de Malton disent qu'il a fallu beaucoup de temps pour amener cette centrale à sa capacité opérationnelle minimale et qu'il s'y est produit beaucoup d'accidents graves. Ils supplient le gouvernement du Canada d'intervenir pour assurer la mise en place d'un processus d'examen sûr confié à des personnes neutres pour s'assurer que le réacteur ne sera pas dangereux et qu'on ne le fera pas fonctionner à pleine capacité avant de procéder à un tel examen.

[Français]

#### OPPOSITION À LA TAXATION DES ALIMENTS

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, dans la série de pétitions que je dépose à la Chambre depuis quatre ou cinq semaines, il me fait plaisir ce matin d'en déposer une autre signée par des occupants de deux résidences pour personnes âgées de ma circonscription portant les numéros civiques suivants: 255 Donald et 800 Saint-Laurent, à savoir:

Que le gouvernement fédéral a imposé aux contribuables canadiens, depuis le mois de septembre 1984, 25 nouvelles taxes ou augmentations de taxes déjà existantes, dont certaines s'appliquent aux articles médicaux et dentaires, aux friandises, aux bonbons, aux boissons gazeuses;

que le gouvernement fédéral dans son projet de loi de réforme fiscale étudie la possibilité de faire subir aux contribuables canadiens une taxe généralisée sur les biens et services, dont la nourriture;

que la nourriture constitue un élément vital de la vie quotidienne et que l'imposition de cet article aurait pour effet de pénaliser sérieusement différentes catégories de contribuables, des personnes âgées, des familles, des chômeurs, des contribuables à faible et moyen revenus, des jeunes.

A ces causes, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement rejette toute mesure qui aurait pour effet d'instaurer une taxe de vente sur les produits alimentaires.

[Traduction]

#### OPPOSITION À L'ACHAT DE SOUS-MARINS À PROPULSION NUCLÉAIRE

**M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles):** Monsieur le Président, c'est mon devoir et mon privilège de présenter une pétition signée surtout par des habitants de Saltspring Island en Colombie-Britannique qui se préoccupent du grave danger d'accidents causés par les navires à armement ou à propulsion nucléaire quand ils sont dans les ports canadiens. Les pétitionnaires soulignent la menace que ces navires font peser sur l'environnement et sur les citoyens du Canada. Ils demandent à la Chambre des communes de ne pas acheter de sous-marins à propulsion nucléaire pour le Canada.